

Government
Publications VF

humanizing divorce

Law Reform Commission
of Canada

Commission de réforme du droit
du Canada

CAI
J80
- 2002



3 1761 11764712 3

Breakdown

Many marriages break down. We are all aware of the serious problems that then arise. Accompanying the emotional distress and the economic crisis is the problem of the care and upbringing of the children. Our present laws impose restrictions on divorce by requiring legal proof of specified grounds in an attempt to buttress the stability of the marriage.



A Sad Tale

Some of the grounds for divorce in Canada are based on the commission of what is called "the matrimonial offence", such as adultery or cruelty; others are based on "marriage breakdown" as evidenced by such things as imprisonment, addiction to alcohol or narcotics, or separation of the spouses for a specified period of years. With the exception of a petition based on the ground of living separate and apart for three years the fault concept permeates all the grounds for divorce. Essentially, our laws presuppose that one spouse is *innocent* and the other *guilty* and

that the marriage can be dissolved only at the instance of the innocent party.

We also see that superimposed on the fault-oriented grounds, is the adversary process that pits each spouse against the other and virtually ignores the interests of the children. This system reduces the opportunity for the spouses to reconcile their differences. It also provides inadequate information for the courts to act on when deciding the issues. The adversary process tends to promote hostility and acrimony between the spouses which is often prejudicial to their own interests and also injurious to the welfare of the *children, the innocent victims of parents in conflict.*



The Way to Reform

The Law Reform Commission of Canada believes that the law can best serve the end of saving viable marriages and terminating dead ones by shifting its emphasis from the grounds of divorce to the development of appropriate procedures for the dissolution of marriage. It proposes the development of a process involving informal and flexible procedures. It recommends the *abolition*

of the offence grounds for divorce and rejects the concept of a designated period of separation as a prerequisite to divorce. Whenever a divorce is sought, however, the spouses should have an opportunity to reassess the future of their marriage. Thus, when a divorce is being sought, the Commission urges that the spouses be made aware of counselling facilities that might assist them in achieving reconciliation. Another recommendation is that where one spouse objects to divorce, the court should have the power to adjourn the proceedings for a reasonable time to allow *attempts at conciliation* or to permit an independent investigation of the facts.





And After the Divorce?

The Commission recommends also that a divorce not be granted until reasonable arrangements are made to protect the economic security of a dependent spouse. The court should also refuse a divorce until it is satisfied that suitable arrangements are made for the maintenance, custody, care and upbringing of the children. These arrangements should be based solely on the *welfare or best interests of the children* who, in appropriate circumstances, should have a right to be legally represented and to express their opinions.

Economic issues are important on divorce, and the Commission recommends specific guidelines to assist the court in dealing with maintenance claims. These guidelines are intended to promote *equality between the sexes*, with maintenance being awarded to a dependent spouse according to his or her reasonable needs and the respective functions each spouse has carried out during their marriage.

That is what the Commission proposes. What would you propose?

humaniser le divorce



Commission de réforme du droit
du Canada

Law Reform Commission
of Canada



La rupture

La rupture du mariage est chose fréquente. Nous savons tous que de sérieux problèmes en résultent. Outre les difficultés financières et les traumatismes psychologiques qu'elle engendre, il y a le problème de l'entretien et de l'éducation des enfants. Nos lois actuelles posent des restrictions au divorce en exigeant la preuve de motifs déterminés, et ce afin d'assurer la stabilité du mariage.



Une triste histoire

Certains motifs de divorce au Canada sont fondés sur ce que l'on convient d'appeler "la perpétration d'un délit matrimonial", tel que l'adultère ou la cruauté; d'autres s'appuient sur la notion de "rupture du mariage" découlant, par exemple, de l'emprisonnement, de l'alcoolisme, de la toxicomanie ou de la séparation des époux pendant une période de temps déterminée. A l'exception de la requête fondée sur le motif de la séparation de fait pour une période de trois ans, la notion de faute entache tous les autres motifs de divorce. Notre régime de divorce sup-

pose essentiellement qu'un époux est innocent et que l'autre est coupable; partant, le mariage ne peut être dissous qu'à la demande de la partie innocente.

Nous constatons aussi que la procédure contradictoire, ajoutée aux motifs de divorce fondés sur la notion de faute, transforme les époux en adversaires et ignore à toutes fins pratiques les intérêts des enfants. Ce régime diminue la possibilité qu'ont les époux de concilier leurs différends. De plus, il prive les tribunaux des renseignements adéquats pour les aider à prendre une décision appropriée. Le système contradictoire tend à promouvoir l'hostilité et l'acrimonie entre les époux. Il porte souvent préjudice à leurs intérêts respectifs ainsi qu'au bien-être des enfants, souvent *les innocentes victimes de leurs parents en conflit*.



Réforme

La Commission de réforme du droit du Canada est d'avis que la loi saura mieux sauvegarder les mariages viables et mettre un terme à ceux qui sont rompus définitivement en mettant l'accent sur des procédures appropriées pour arriver à la dissolution du mariage, plutôt qu'en insistant sur des motifs de divorce. Elle recommande la création de procédures informelles et flexibles.

La Commission préconise *l'abolition des motifs de divorce fondés sur la notion de délit matrimonial* et rejette le concept d'une période de séparation déterminée comme prérequis au divorce. Toutefois, lorsqu'un divorce est demandé, les époux devraient avoir l'occasion de réévaluer l'avenir de leur mariage. Ainsi, si l'on désire obtenir un divorce, la Commission recommande fortement que les époux soient informés des services de consultation pouvant les aider à parvenir à une réconciliation. De plus, la Commission recommande que le tribunal ait le pouvoir d'ajourner les procédures pendant un délai raisonnable, lorsqu'un des époux s'oppose au divorce, afin de permettre des *tentatives de réconciliation* ou de permettre à un enquêteur indépendant de faire rapport au tribunal sur les faits en cause.





Après le Divorce?

La Commission propose aussi que le tribunal ait le pouvoir de refuser le divorce à moins qu'il ne soit convaincu que des mesures raisonnables ont été prises pour protéger la sécurité financière de l'époux à charge. Elle recommande aussi que le tribunal refuse d'accorder le divorce s'il n'est pas certain que les dispositions nécessaires ont été prises afin d'assurer le soutien, la garde, l'entretien et l'éducation des enfants. Ces mesures devraient uniquement tenir compte du bien-être ou des meilleurs intérêts des enfants. Ces derniers devraient d'ailleurs avoir le droit d'exprimer leurs opinions et d'être représentés par un avocat.

Advenant un divorce, les questions d'ordre financier sont, elles aussi importantes. La Commission recommande donc que des lignes de conduite précises soient incorporées à la loi pour aider le tribunal à décider des requêtes de soutien. Ces lignes de conduite auraient pour but de promouvoir l'égalité des sexes, en assurant le soutien à l'époux à charge selon ses besoins raisonnables et suivant les fonctions assumées par l'un et l'autre époux pendant le mariage.

Voilà ce que la Commission propose. Et vous?